

OUELLET, Fernand, *Éléments d'histoire sociale du Bas-Canada*.  
Coll. Histoire, Les Cahiers du Québec, 1972. Hurtubise HMH,  
Ltée, Montréal, 379 p. \$5.95.

Jean-Paul Bernard

Volume 27, Number 2, septembre 1973

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/303272ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/303272ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (print)

1492-1383 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Bernard, J.-P. (1973). Review of [OUELLET, Fernand, *Éléments d'histoire sociale du Bas-Canada*. Coll. Histoire, Les Cahiers du Québec, 1972. Hurtubise HMH, Ltée, Montréal, 379 p. \$5.95.] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 27(2), 288–292. <https://doi.org/10.7202/303272ar>

OUELLET, Fernand, *Éléments d'histoire sociale du Bas-Canada*.  
Coll. Histoire, Les Cahiers du Québec, 1972. Hurtubise HMH,  
Ltée, Montréal, 379 p. \$5.95

Sept années déjà ont passé depuis la parution de l'ambitieuse *Histoire économique et sociale du Québec, 1760-1850* de Fernand Ouellet. La publication par celui-ci, depuis ce temps, d'une dizaine d'articles portant sur l'histoire du 19<sup>e</sup> siècle québécois montre qu'il n'a pas ralenti le rythme de ses recherches. Le livre édité chez HMH dans la collection "Cahiers du Québec" permet d'abord de retrouver de façon commode quelques-uns de ces articles publiés après 1966 et, en même temps, de prendre connaissance

de cinq travaux encore inédits. La réédition d'une demi-douzaine d'articles d'avant 1966 permet de son côté de se faire une idée de l'ensemble de l'œuvre de l'auteur en remontant jusqu'en 1954.

L'ordre de présentation de ces "quatorze essais", ni chronologique, ni thématique, a quelque chose de déroutant. Pour notre part nous allons considérer les différents articles en respectant l'ordre de leur parution originale, dans l'espoir d'y retrouver un échantillon de l'ensemble des préoccupations de Ouellet et des indices sur l'évolution de sa problématique.

Dès 1954, dans "L'abolition du régime seigneurial et l'idée de propriété", Fernand Ouellet écrivait: "En 1837, l'opposition de Papineau empêchera la majorité des révolutionnaires de proclamer l'abolition de la tenure seigneuriale." Déjà étaient opposées la révolution politique et nationale et la révolution économique et sociale. Environ dix ans plus tard, traitant du régime seigneurial de 1760 à 1854, Ouellet évoque, d'une part, ses défenseurs intéressés, qui au nom des intérêts de la nation canadienne visent à bloquer l'immigration et le capitalisme, et, d'autre part, "au sein de la population canadienne-française des éléments authentiquement libéraux qui prennent la tête d'un mouvement anti-seigneurial". En 1968 il estime qu'il aurait été possible que se développe "un mouvement populaire dirigé contre l'Ancien Régime social et économique" et que tel était le point de vue des radicaux ou des vrais libéraux.

En 1955, dans "Toussaint Pothier et le problème des classes sociales", Ouellet écrivait que le mémoire de Pothier amenait à "repenser l'histoire canadienne du 19e siècle en termes avant tout économiques et sociaux" et il soulignait "comment le conflit entre la bourgeoisie canadienne-française (voir "Mgr Plessis et la naissance d'une bourgeoisie canadienne") et la bourgeoisie capitaliste anglaise avait été transporté du plan social au plan national". On voit l'unité de perspective de ces premiers travaux.

Dans un article classique intitulé "L'enseignement primaire: responsabilité des Eglises ou de l'Etat (1801-1836)", Ouellet montre bien que la création de l'Institution royale (1801) correspond à la volonté du parti bureaucratique anglophone de contrôler l'instruction publique, tandis que le système des Ecoles de Fabriques (1824) et celui des Ecoles de l'Assemblée (1829) correspondent à la même ambition, respectivement, chez le clergé et dans la bourgeoisie professionnelle canadienne-française.

On peut considérer "Les insurrections de 1837-1838: un phénomène social" comme un prolongement des chapitres relatifs à 1837 de son gros bouquin sur la période 1760-1850, en même temps que les premiers jalons de l'importante histoire des insurrections qu'il nous prépare. Il y décrit 1837 comme "un effort avorté pour réaliser la révolution démocratique et bourgeoise" et, soulignant l'existence d'"un phénomène populaire vaste et profond, obéissant à des motivations propres et différentes dans une large mesure de celles des élites qui dominent le mouvement", il déplore que les "tendances antiféodales et anticléricales" n'aient été le fait "que de minorités paysannes et bourgeoises". Les masses, vivant dans l'insécurité et la misère, auraient été victimes de manipulation et de "spoliation idéologique", au profit d'un nationalisme de classe qui craignait de "voir se développer un mouvement vraiment populaire". On remarquera dans cet article quel-

ques indices analysés par l'auteur sur la composition du leadership patriote. Sur les 1,295 noms qu'il a relevés, Ouellet a trouvé 721 ruraux (56%), 186 professionnels (14%) et 388 marchands et aubergistes (30%). Si l'on met ces pourcentages en relation avec l'ensemble de la population active se trouve confirmée la surreprésentation très nette des professionnels et des marchands dans le leadership révolutionnaire, en même temps que l'absence relative des milieux populaires.

"Il semble que, pour les années à venir, l'accroissement et l'approfondissement de notre connaissance dépendra de notre capacité de mener à bien une série d'enquêtes bien délimitées mais significatives", a écrit Fernand Ouellet. Dans cette perspective il a d'abord publié en 1971 un article sur "L'agriculture bas-canadienne vue à travers les dîmes et la rente en nature", texte reproduit dans *Eléments d'histoire sociale du Bas-Canada*. Les *Eléments* comprennent également les résultats d'enquêtes récentes sur les seigneuries de Laprairie, de La Salle et de Châteauguay, et sur les villes de Québec et de Montréal. On ne peut qu'admirer la patience qui a permis à Ouellet d'identifier et de classer toutes ces données empruntées aux recensements nominaux, aux états détaillés de la dîme, aux dénombrements paroissiaux, aux terriers et aux *Directories* de Québec et de Montréal. On le croit facilement quand il affirme que ces études seront très utiles quand on voudra découvrir "quels sont les rapports entre les situations concrètes et les engagements politiques pris au moment des événements révolutionnaires".

Après avoir donné la parole à l'auteur, nous voudrions maintenant faire quelques observations. Disons d'abord tout net l'estime que nous avons pour les travaux de Fernand Ouellet. Nous sommes redevables à peu d'historiens à l'égal de Ouellet d'informations et d'hypothèses qui ont permis de reconsidérer le 19<sup>e</sup> siècle canadien. Lucien Febvre, dans un passage où se manifestait bien sûr une certaine coquetterie d'historien, opposait les alpinistes ("qui, d'abord, lentement, difficilement, péniblement auront fait toutes leurs marches d'approche à travers la montagne") et les photographes ("qui prétendent se jucher d'un bond sur la crête; y prendre une pose avantageuse et puis repartir d'un autre bond, avec un petit salut"). Il ne fait pas de doute que Ouellet appartient à la catégorie des historiens... Quelques paresseux et quelques indépendantistes manichéens rejettent ses travaux du revers de la main, avant de leur avoir donné l'attention qu'ils méritent. Nous croyons, par exemple, qu'il faut être ignorant ou étroit pour omettre les études de Ouellet dans une bibliographie portant sur Louis-Joseph Papineau et destinée à situer l'histoire de l'insurrection (voir M.-A. Guérin, réédition de L.-J. Papineau, *Histoire de l'Insurrection du Canada*, Editions d'Orphée, 1963). Il suffit d'avoir fait quelque peu de travail du même type que celui de Ouellet pour savoir à quel point il peut délivrer du simple commentaire ou de la paraphrase de la prose des politiciens.

Toutefois il y a de quoi être un peu déçu du traitement des données dans les enquêtes les plus récentes de Ouellet. L'organisation des tableaux n'est pas très systématique et certaines informations n'apparaissent que dans le commentaire. Certains tableaux ne sont pas nettement identifiés par un titre précis et il arrive même qu'un tableau essentiel manque. Par exem-

ple, alors que le lecteur a un tableau général des occupations selon les groupes ethniques pour la ville de Québec, il lui faut reconstituer laborieusement un tableau analogue pour la ville de Montréal, à moins d'avoir la chance de le trouver dans la recension du livre de Hamelin et Roby faite par Ouellet pour *Livres et auteurs québécois, 1972!* Autre imperfection, le lien entre le commentaire et les données chiffrées n'est ni complet ni très serré. Pour tout dire, on est porté à croire que ces textes ont été remis à l'Editeur un peu trop tôt et que le travail d'édition a été fait un peu trop rapidement.

Fernand Ouellet souligne lui-même, dans son avant-propos, la présence de la question de l'infériorité économique des Canadiens français dans plusieurs des textes de *Eléments d'histoire sociale*. Quand on lit successivement ces travaux étalés sur une vingtaine d'années on est particulièrement intéressé à connaître les explications de Ouellet à ce sujet dans ses textes les plus nouveaux. Dans "Structure des occupations et ethnicité dans les villes de Québec et de Montréal (1819-1844)" il met de l'avant l'idée que le contrôle institutionnel par un groupe, en particulier l'utilisation des structures politiques, n'est pas l'explication première de sa supériorité. Ce contrôle institutionnel ne ferait qu'assurer la promotion des groupes déjà bien placés et retarder la déchéance des groupes dépassés: ainsi serait niée la primauté du politique et d'une certaine façon, par voie d'implication, la thèse de la Conquête. Par ailleurs, en conclusion de ses études sur les seigneuries de Laprairie, de La Salle et de Châteauguay, il écrit que "certains arrières-plans culturels (éducation, valeurs...) seraient responsables en tout ou en partie des différences socio-économiques" entre les groupes ethniques. Mais ici il faut bien dire que si les travaux sur lesquels sont basées ces affirmations montrent de façon non-équivoque que des différences existent, ils ne démontrent nullement à quel titre l'aspect culturel de ces différences doit être considéré comme cause première de l'infériorité du Canada français. Un certain hiatus existe toujours entre l'information de Ouellet, information qui est toujours riche, et l'interprétation. La persistance de ce hiatus étonne et déçoit, si bien que l'on se prend à souhaiter à Ouellet, pour lui et pour nous, qu'il trouve un deuxième souffle et qu'il mette plus d'efforts à réfléchir à la théorie de son objet, quitte à sacrifier un peu de l'énergie qu'il met à faire l'analyse des données documentaires.

Un débat est terminé, débat dont Ouellet n'est pas sorti sans une partie des honneurs de la guerre. On ne pourra plus parler de l'histoire du Québec au 19<sup>e</sup> siècle comme du lieu du simple affrontement de deux nationalités. Mais aujourd'hui la thèse de la Conquête s'est complexifiée et les contradicteurs de Ouellet eux-mêmes ont évolué. Sur la question du patronage, par exemple, il n'est pas sûr qu'on puisse dire que "certains s'efforcent de (la) réduire à une affaire entre deux ethnies". Wallot et Paquet, qui ont l'approche la plus systématique du problème, tiennent compte de l'ethnie, des classes et des régions (voir *Patronage et pouvoir dans le Bas-Canada (1794-1812)*, Montréal, PUQ, 1973). Sur un autre plan, des travaux comme ceux de Stanley B. Ryerson et de Gilles Bourque proposent une théorie des rapports entre l'économique, le politique et le culturel, théorie qui tient compte de la question nationale, sur laquelle il faudrait

bien que Ouellet s'exprime plus clairement que par des allusions à l'histoire marxiste.

Pour notre part, et sans être toujours d'accord avec lui, nous croyons que l'histoire "définitive" (!) du 19<sup>e</sup> siècle québécois fera une large place aux travaux de Fernand Ouellet, et surtout que Ouellet n'a pas encore dit son dernier mot. Nous espérons vivement qu'il reste présent dans les débats les plus neufs.

*Département d'histoire  
Université du Québec à Montréal*

JEAN-PAUL BERNARD